

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale

9 mars 2010

Français

Original: anglais

---

**Deuxième Commission****Compte rendu analytique de la 26<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 30 octobre 2009, à 16 heures.

*Président :* M. García González (Vice-Président)..... (El Salvador)**Sommaire**Point 51 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (*suite*)

- a) Commerce international et développement
- b) Dette extérieure et développement : pour un règlement durable du problème de la dette des pays en développement

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

09-58659 (F)



*En l'absence de M. Park In-kook (République de Corée), M. García González (El Salvador) (Vice-Président) prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 16 h 20.*

**Point 51 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (suite)**

**c) Dette extérieure et développement :  
pour un règlement durable du problème  
de la dette des pays en développement (suite)**  
(A/C.2/64/L.9)

*Projet de résolution sur la crise de la dette extérieure*

1. **M<sup>me</sup> Osman** (Soudan) présente le projet de résolution A/C.2/64/L.9 au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

**a) Commerce international et développement  
(suite)**

2. **M. Ali** (République arabe syrienne) dit que son pays est attaché aux principes du système commercial international et s'est engagé dans diverses mesures et réformes économiques, en accord avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La République arabe syrienne s'est dotée d'un département ministériel chargé de mener les activités de suivi à la préparation de son adhésion à l'OMC et d'achever l'adaptation de la législation nationale en vue de son intégration au système commercial international et, par ailleurs, elle a promulgué de nouvelles lois conçues pour garantir le fonctionnement d'une économie de marché orientée vers les préoccupations sociales. Cependant, le très vif souhait de la République arabe syrienne d'adhérer à l'OMC continue de se heurter à l'objection, fondée sur des motifs politiques, d'un État membre de l'OMC particulièrement influent à l'inscription de la question de sa candidature à l'ordre du jour de l'OMC, candidature qui date de huit ans maintenant. Il convient de souligner avec la plus grande énergie que le processus d'adhésion à l'OMC ne devrait pas être ainsi politisé; au contraire, les États membres de l'OMC devraient appliquer les résolutions de l'Assemblée générale relatives au commerce international et au développement, notamment la résolution 62/184 qui demande de faciliter l'adhésion à l'OMC de tous les pays en développement qui en font la demande.

3. Le rapport du Secrétaire général sur les mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement (A/64/177) comporte des informations sur le pays de l'intervenant, sur la base desquelles les sanctions imposées en 2004 par les États-Unis ont été renouvelées en mai 2009 pour une période d'un an. De plus, il a été interdit aux sociétés et aux banques américaines de traiter avec les banques syriennes, ce qui a gravement réduit les activités extérieures des banques syriennes. Ainsi qu'il est également mentionné dans le rapport, des mesures économiques unilatérales prises par l'Union européenne et par les États-Unis restent en vigueur à Gaza, qui, de surcroît, subit un blocus total imposé par Israël depuis le second semestre 2007. Une grave récession économique s'est ensuivie, provoquant une crise humanitaire aggravée par les mesures d'interdiction frappant les matériaux de construction et les biens industriels, qui constituent un obstacle à la reconstruction et à la reprise économique.

4. L'imposition constante de telles mesures par certains pays développés est une violation du droit international et des principes du commerce international. Elle a de graves implications pour le système commercial international dans la mesure où elle réduit encore davantage la confiance dans la validité de ce système et fait naître des doutes quant à l'attachement des pays développés à un système ouvert, transparent, prévisible, non discriminatoire et équitable. La République arabe syrienne condamne le recours à de telles mesures pour exercer des pressions politiques et économiques et demande que la résolution 62/184 de l'Assemblée générale soit appliquée dans son intégralité.

5. **M. Khan** (Pakistan) a pris note en particulier de certaines importantes observations faites dans le rapport (A/64/177), à savoir la récession forte et synchronisée du commerce international qui a caractérisé la crise, le fait que le financement du commerce est devenu rare et plus coûteux et la rapide émergence d'un nationalisme économique et de sentiments protectionnistes, même si ces sentiments n'atteignent pas la gravité du type de protectionnisme qui a sévi durant la Grande Dépression et qui doit être évité.

6. Bien que différents groupes et coalitions aient été créés pour les consultations et les négociations en vue de faire aboutir le Cycle de Doha, le Pakistan estime que les membres de l'OMC doivent avant tout

s'engager dans des processus multilatéraux. Après tout, ce qu'il faudrait, ce n'est pas un nouveau programme de Doha pour le développement mais un programme de Doha pour le développement qui soit dynamique et plein de vitalité. Le Pakistan suggère que la mise au point finale des modalités de l'accès aux marchés des produits agricoles et non agricoles ait lieu avant le début de 2010, conformément à un plan de travail comportant des échéances, et soit suivie de travaux portant sur les services et sur d'autres domaines.

7. Les aspects du Cycle de Doha liés au développement ont été conçus pour apporter la prospérité à tous, pour donner à chacun un rôle dans le processus et pour garantir qu'il soit dans l'intérêt de toutes les parties d'avoir un système commercial ouvert et équitable et des négociations qui appuient le développement. Or, l'impasse actuelle a affaibli le système commercial multilatéral et a marginalisé les pays pauvres, dont les chances d'atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international ont été réduites.

8. L'impasse est préjudiciable aux pays développés comme aux pays en développement puisqu'ils sont interdépendants, ainsi que les crises mondiales l'ont prouvé. Les potentialités commerciales doivent être mobilisées, rapidement et équitablement, afin de protéger et de promouvoir la croissance économique et le développement. Le Pakistan reste résolument attaché au programme de développement du Cycle de Doha.

9. **M. Matenje** (Malawi) dit que la politique économique menée par son pays a été de réduire les taux d'inflation et d'intérêt et que le taux de change est resté stable pendant un certain temps. La croissance de son PIB a été d'au moins 6 pendant les quatre années précédentes. Or, ces progrès ont été accomplis en dépit de conditions hostiles au développement économique. Les recettes du commerce extérieur ont chuté et la balance commerciale enregistre des déficits considérables. L'économie du pays repose sur un petit nombre de produits agricoles qui subissent les effets de la détérioration des termes de l'échange et sont tributaires des conditions météorologiques.

10. Étant un pays sans littoral tributaire d'un petit nombre de produits exportables, le Malawi subit aussi les répercussions de la hausse des coûts du transport qui rendent ses marchandises moins compétitives. Il a essayé d'élargir et de diversifier ses exportations, notamment en développant son infrastructure dans le

cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), du Marché commun des Etats d'Afrique orientale et australe (COMESA) et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Le pays espère que le Programme d'action d'Almaty facilitera l'accès des pays en développement sans littoral, notamment le Malawi, au commerce. Étant donné les progrès de la mondialisation, les pays les moins avancés ont besoin d'aide pour être pleinement intégrés à l'économie mondiale.

11. Le Malawi considère que les activités d'exportation sont indispensables au développement et à la lutte contre la pauvreté. Sa Stratégie de croissance et de développement est fondée sur l'utilisation rationnelle des capacités de production; ce ne sont pas les transferts de fonds au titre de l'aide sociale mais les créations directes de richesse et de valeur, s'ajoutant à la production de produits agricoles et minéraux du pays, qui sont les mesures nécessaires.

12. Il est demandé aux pays industrialisés d'accroître l'aide pour le commerce en faveur des pays en développement afin qu'ils soient compétitifs sur le plan international. Avec une bonne gestion, cette aide pourrait changer considérablement les choses.

13. Le Cycle de Doha doit reprendre dans les meilleurs délais et parvenir rapidement à sa conclusion. L'arrêt des négociations prive les pays en développement de l'accès aux financements dont ils ont besoin pour réaliser les objectifs de développement. Bien que la reprise des négociations soit entre les mains du Groupe des Huit (G-8), un dialogue authentique avec la participation de tous est indispensable à une issue positive.

14. Le Malawi souhaite voir un système commercial et économique international équitable qui permette d'inscrire dans la durée la croissance économique et le développement dans tous les pays en développement. Les pays vulnérables doivent être protégés des chocs externes qui touchent le commerce, et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine.

15. **M. Zdorov** (Biélorus) dit qu'il ne peut y avoir de bons résultats en matière de commerce international ni de progrès du développement économique et social sans une prise en compte des différentes voies de développement prises par les pays. Le recours à des mesures à motivation politique visant à exercer des

pressions sur d'autres pays et le manque de respect pour leurs traditions et culture nationales freinent non seulement le développement des échanges mais aussi la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, l'ONU devrait appliquer des mesures ciblées permettant de redresser les déséquilibres le plus graves dans les relations commerciales internationales et d'accélérer la poursuite des objectifs du Millénaire.

16. Dans un monde de plus en plus caractérisé par l'interdépendance, le maintien du statu quo et l'exclusion de certains pays des activités économiques se solderont en fin de compte par une réduction des ressources dont la communauté internationale disposera pour vaincre la crise mondiale et jeter les bases d'un développement durable pour l'avenir. C'est pourquoi il importe plus que jamais que la communauté internationale adhère strictement aux principes du libre échange qui interdisent les mesures protectionnistes dans divers domaines, notamment dans le commerce et l'investissement.

17. L'un des plus graves problèmes que la communauté internationale doit résoudre est de savoir comment faire pour qu'il y ait suffisamment de ressources énergétiques sans dégrader l'environnement ni provoquer de changement climatique. Le Bélarus est convaincu que la solution réside dans l'introduction généralisée de technologies faisant intervenir l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables et dans le renforcement du dialogue intergouvernemental sur les questions relatives à l'énergie au sein de l'ONU. Des approches coordonnées de l'approvisionnement en ressources énergétiques et une amélioration de l'accès aux technologies énergétiques de pointe permettraient des avancées considérables.

18. La délégation du Bélarus se réjouit de l'élargissement du crédit accordé par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale aux pays pauvres et appuie les propositions en faveur de la mise au point de nouveaux mécanismes visant à apporter une aide effective aux pays ayant des difficultés financières, y compris les pays à revenu moyen.

19. **M. Mohamed** (Iraq) dit que, si l'on veut parvenir à l'intégration, il faut réformer les politiques financières, monétaires et commerciales, mais que le degré de souplesse des politiques locales et leur mise

en conformité avec le système international intégré varient d'un pays à l'autre. Les décideurs des pays en développement ne possèdent peut-être pas les outils qui leur permettraient d'atteindre les objectifs économiques souhaités. Lorsque ces pays souhaitent se joindre à un organisme international, il leur est demandé d'appliquer des normes alors que, dans la plupart des cas, ils n'ont pas les technologies nécessaires pour le faire car ces technologies sont monopolisées par les pays développés. Par conséquent, pour que l'intégration mondiale soit possible, il est essentiel d'instaurer un environnement adéquat fondé sur les principes d'équité et de transparence dans les négociations Nord-Sud.

20. La concurrence est indispensable à toute économie de libre échange. L'organisation de la concurrence a pour objectif final l'accès à des marchés concurrentiels. L'introduction de nouveaux modes de production, la réduction des coûts de production et l'utilisation de techniques modernes améliorent l'efficacité de la production et de la distribution et l'exploitation des ressources disponibles et, partant, permettent de produire les quantités désirées de biens de haute qualité à des coûts plus faibles, et toutes ces mesures exigent que la concurrence soit organisée sur le plan aussi bien local que mondial.

21. L'OMC offre un cadre général qui garantit dans une mesure considérable l'équité entre les parties qui négocient, mais les États qui ne sont pas encore membres doivent passer des accords commerciaux bilatéraux pendant la période de préparation de l'adhésion, qui peut être longue. Ces accords peuvent contribuer dans une mesure importante à l'édification du système commercial multilatéral et fournir de nouveaux réseaux commerciaux aux pays en développement. Ils offrent également aux hauts responsables de ces pays la possibilité d'acquiescer rapidement l'expérience des négociations, non seulement dans le domaine commercial mais aussi dans d'autres domaines connexes, tout en offrant des avantages sous forme d'un libre choix des marchés et de rapidité dans la conclusion des accords et la réalisation des objectifs.

22. Par ailleurs, le commerce international peut jouer un rôle fondamental dans le règlement de la crise financière actuelle, car il est improbable que, dans le système commercial multilatéral, les échanges s'effondrent comme durant la Grande Dépression, dans la mesure où les règles et les contrôles offerts par ce

système et juridiquement contraignants dans le cadre de l'OMC assurent un certain degré de stabilité et de certitude.

23. La mondialisation devrait être une force positive au service de tous les peuples du monde; en l'état actuel des choses, ses avantages et ses coûts sont inégalement répartis. Il est indispensable de réaliser l'objectif, énoncé dans la Déclaration du Millénaire, d'un système commercial multilatéral ouvert, équitable, non discriminatoire, fondé sur le droit et prévisible. L'ouverture, le caractère complet, la transparence et la démocratie sont importants pour permettre aux États Membres de servir les intérêts vitaux de leur peuple. Les préoccupations des pays en développement doivent être mises au centre du système commercial mondial, en particulier en ce qui concerne l'élimination des tarifs douaniers et les mécanismes compensatoires qui y sont liés.

24. **M. Alimov** (Fédération de Russie) dit que la crise financière a ralenti la croissance économique mondiale et la poursuite des objectifs du Millénaire. À cet égard, il est extrêmement important de maintenir la confiance dans le système commercial multilatéral et de s'abstenir de recourir à des mesures protectionnistes et à des barrières commerciales.

25. Une issue équilibrée du Programme de Doha pour le développement contribuerait dans une mesure non négligeable à vaincre la récession économique et à revitaliser les courants commerciaux car elle accroîtrait la confiance dans un système commercial mondial plus prévisible et plus stable. C'est pourquoi la délégation russe souhaite voir des progrès authentiques dans les négociations multilatérales menées sous l'égide de l'OMC, qui devraient s'appuyer sur les questions fondamentales qui font déjà l'objet d'accord. La Fédération de Russie contribue déjà à faire avancer le processus, dans le cadre du G-8, du Groupe des Vingt (G-20) et de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique. Par ailleurs, la Fédération de Russie poursuit les négociations en vue de son adhésion à l'OMC et a entamé concrètement la création d'une union douanière avec le Bélarus et le Kazakhstan.

26. La CNUCED joue un rôle clef dans l'élaboration de principes communs pour les politiques du commerce et de l'investissement et dans l'instauration d'un dialogue entre les pays développés et les pays en développement sur les questions liées à l'aide au développement. Dans ce domaine, il importe de

souligner les travaux utiles menés par la CNUCED en vue d'améliorer les potentialités des pays en développement en matière de commerce et d'intégrer pleinement ces pays au système commercial multilatéral, notamment par leur adhésion à l'OMC.

27. La délégation russe note en particulier la nécessité de mettre en application l'Accord d'Accra, conclu à la douzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, afin de lutter contre le protectionnisme commercial, de prévoir des mesures spéciales de protection pour les pays les moins avancés (PMA) et pour élargir l'intégration interrégionale, notamment au moyen de la coopération Sud-Sud. La Commission de l'investissement, des entreprises et du développement, créée par la CNUCED, aidera celle-ci à accomplir son mandat relatif au développement.

28. **M<sup>me</sup> Barro** (Cuba) dit que, depuis des années, sa délégation a fait valoir les mêmes points de vue et présenté les mêmes requêtes légitimes, qui sont essentiellement partagés par tous les pays en développement. Malgré les promesses faites dans de nombreuses instances, il n'y a toujours pas de système commercial multilatéral ouvert, juste et équitable. La crise économique et financière mondiale a mis en évidence la nécessité urgente d'une réforme du système économique mondial, y compris du système commercial multilatéral. Du fait de la crise, le commerce est en plein marasme, surtout en ce qui concerne les pays en développement.

29. Bien que l'on prétende que l'aboutissement du Cycle de Doha, avec la réaffirmation d'un engagement politique, résoudra les problèmes du commerce, les acteurs du côté des pays développés n'adoptent pas les positions souples voulues pour que ce soit possible. Une issue positive signifie la réalisation des objectifs de développement énoncés dans le cadre du Cycle de Doha, grâce à un accord équilibré et équitable sur l'accès aux marchés pour les biens agricoles et industriels, avec une réciprocité qui ne soit pas totale, de façon que les pays en développement puissent mettre en œuvre leurs politiques intérieures. Les économies petites et vulnérables doivent être en mesure de participer réellement aux échanges mondiaux.

30. À l'origine, le Cycle de Doha reconnaissait la nécessité d'un traitement spécial et différencié et de souplesse envers les pays en développement, ainsi que

de garanties importantes apportées par un mécanisme de sauvegarde spéciale. Cette nécessité a été passée sous silence, de même que l'inégalité des termes de l'échange qui pénalise les exportations des pays en développement. Par ailleurs, on a discuté de la résistance au protectionnisme, mais non de l'élimination des énormes subventions à l'agriculture. Il ne doit y avoir ni démagogie ni deux poids deux mesures dans la lutte contre le protectionnisme, car les subventions accordées par les pays développés coûtent plus de 40 milliards de dollars chaque année aux pays en développement exportateurs de produits alimentaires, dont les produits agricoles sont moins compétitifs.

31. Comme, en vertu des accords de l'OMC, les pays en développement ne peuvent pas verser de subventions, les tarifs douaniers sont les seuls moyens d'action dont ils disposent. Ils doivent aussi pouvoir appliquer toute une série de mesures, notamment les contingentements et les traitements des produits sensibles.

32. Conclure le Cycle de Doha sera surtout avantageux pour les pays développés. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir à ses mandats initiaux. Cuba estime que la résolution des crises actuelles exige, entre autres, l'application du mécanisme de sauvegarde spéciale, un accord sur les produits spéciaux, un accès réel pour des biens d'exportation sensibles comme le coton et les bananes, un examen attentif de la question de l'érosion des préférences et de la souplesse pour permettre aux pays importateurs de produits alimentaires d'accéder aux financements nécessaires. Des accords doivent être conclus à l'avenir pour protéger les producteurs d'une compétition inéquitable tout en sauvegardant la sécurité alimentaire et le développement.

33. **M. Taguri** (Jamahiriya arabe libyenne) dit que le commerce international est une force puissante au service de la croissance et du développement, ainsi qu'une source importante de recettes nationales, aidant à financer les efforts de lutte contre la pauvreté, la faim et les maladies, créant des emplois, favorisant la diversification et l'augmentation de la production.

34. Cependant, la crise financière a provoqué un déclin de la demande et a multiplié les difficultés économiques de nombreux pays en développement et PMA. Il va sans dire que, vu le caractère inéquitable du système commercial international existant, ces pays

n'ont pas pu exporter leurs produits dans des conditions satisfaisantes sur les marchés mondiaux en raison des barrières tarifaires et des mesures protectionnistes appliquées par certains pays industrialisés, en particulier dans l'agriculture, et qui rendent la compétition moins équitable. À cet égard, la CNUCED a noté avec préoccupation que les exportations des pays africains et le pourcentage des exportations africaines sur le total mondial avaient baissé. Il faut trouver des solutions efficaces au problème de l'érosion des conditions commerciales de faveur consenties aux pays africains et redoubler d'efforts pour remédier à la faiblesse du commerce entre pays africains. L'intervenant souligne qu'il importe d'améliorer la production tant en quantité qu'en qualité grâce à des financements, au transfert de la technologie, au renforcement des capacités, à une amélioration de la coopération et de l'intégration économique entre pays africains, et en encourageant la coopération Sud-Sud et Nord-Sud.

35. L'intervenant se demande combien de temps il faudra aux pays en développement pour obtenir une réponse à leur demande insistante d'un système commercial international multilatéral équitable et équilibré, qui serve les intérêts de tous et contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire. Il attend avec impatience que les négociations de Doha sortent de l'impasse et que les pays développés donnent des signes de souplesse et de leur volonté politique de traduire dans les faits l'accord scellé par la Déclaration ministérielle de Doha de 2001, qui met les besoins et les intérêts des pays en développement au centre des négociations du Cycle de Doha. Faute de quoi, la situation pourrait encourager encore davantage le protectionnisme provoqué par la crise financière, ainsi que le recours aux initiatives commerciales bilatérales, dans lesquelles les pays en développement n'ont qu'un faible pouvoir de négociation.

36. L'adhésion des pays en développement à l'OMC doit être facilitée car elle leur permettrait de prendre part à l'élaboration des politiques commerciales mondiales, au règlement des problèmes économiques et au suivi du respect des principes directeurs de l'OMC, ce qui les aiderait à sortir plus rapidement de la marginalisation économique. La Jamahiriya arabe libyenne espère que les membres de l'OMC appuieront ses efforts pour mener à bonne fin son adhésion à l'organisation.

37. Le renforcement de la coopération Sud-Sud constitue une étape importante vers une participation effective des pays en développement au commerce mondial. C'est pourquoi il importe d'intensifier les échanges entre les pays du Sud au moyen d'une amélioration de l'accès aux marchés et d'incitations données par les institutions financières aux investissements conjoints de ressources humaines et naturelles, et en garantissant la diversité et la qualité des produits.

38. L'intervenant souligne le rôle important de la CNUCED pour résoudre de nombreux problèmes liés au commerce et au développement et encourage l'organisation à poursuivre les études visant à donner aux pays en développement accès à la technologie dans les domaines de la production, de l'administration et de la commercialisation.

39. La Jamahiriya arabe libyenne a pris des dispositions pour améliorer ses résultats économiques en octroyant des prêts à des conditions de faveur aux citoyens qui souhaitent mener à bien des projets de production ou de services. Elle a créé un marché des valeurs mobilières, encourage l'investissement étranger et promulgue des lois offrant des garanties, des privilèges et des exonérations douanières à cet effet. Elle a supprimé le contrôle des changes, baissé considérablement les droits à l'exportation et réduit le nombre d'exportations interdites.

40. **M<sup>me</sup> Gervasi** (Pérou) dit que, même s'il a subi de plein fouet la crise financière et économique mondiale, le commerce international est resté une importante force motrice de la croissance économique mondiale. Il est indispensable que les courants commerciaux continuent de fonctionner afin que tous les pays, en particulier les pays en développement, puissent disposer des revenus nécessaires pour lutter contre la crise actuelle. À cet effet, la communauté internationale doit éliminer toutes les formes de protectionnisme, raffermir le système commercial multilatéral et conduire le Cycle de Doha pour le développement à une issue positive. La délégation péruvienne se réjouit des engagements pris récemment par le G-20 dans ce domaine, mais elle ne peut pas passer sous silence le fait que 17 des membres du Groupe des Vingt ont en fait adopté des mesures de restriction au commerce international.

41. Il ne fait aucun doute que la crise a compromis les perspectives économiques et sociales aussi bien des

pays en développement que des pays à revenu moyen. À cet égard, la délégation péruvienne souligne l'importance du commerce international pour la promotion d'une croissance économique durable et du développement durable de pays comme le Pérou, qui procède à l'élargissement et à la diversification de ses marchés extérieurs en passant des accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

42. Pour sa part, le Pérou applique une stratégie de commerce intérieur et de développement conçue pour accroître et hiérarchiser les avantages tirés de la libéralisation des échanges et de l'investissement. Il vise ainsi à identifier des pratiques de référence propres à garantir que ces avantages soient répartis également entre tous les secteurs de la société, en mettant l'accent en particulier sur les petites et moyennes entreprises et les exploitants agricoles.

43. Ces initiatives nationales devraient être complétées par une coopération internationale réelle entre les pays développés et les pays en développement. L'ONU, en raison de son caractère inclusif, est exceptionnellement bien placée pour jouer un rôle de facilitation dans ce domaine.

44. **M. Ahmed** (Soudan) dit que, comme l'indique le rapport du Secrétaire général sur le commerce international et le développement (A/64/177), les pays en développement ont vu leur rythme de développement se ralentir considérablement en raison de la crise financière et économique, ce qui leur impose un fardeau supplémentaire et appelle des mesures pour protéger les pays pauvres des conséquences négatives. La délégation soudanaise appuie les initiatives prises par l'ONU pour atténuer l'incidence de la crise sur les pays en développement.

45. La délégation soudanaise s'élève contre les embargos économiques et commerciaux, qui sont contraires aux principes du droit international régissant les relations entre les États, ainsi qu'à la lettre et à l'esprit de la Charte, qui recommande la solidarité, la coopération et les relations amicales entre les États. De telles sanctions détériorent les conditions de vie de la population soudanaise, portent atteinte à ses droits humains et freinent les efforts déployés par le Gouvernement d'unité nationale pour réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment l'élimination de la pauvreté et de la faim, la promotion des soins de santé et de

l'éducation, et la cessation du conflit armé auquel ces problèmes ont donné naissance.

46. Toutefois, pour la délégation soudanaise, le soutien apporté à Cuba lorsque ce pays a protesté contre les sanctions qui lui sont imposées par les États-Unis d'Amérique, lors d'une séance de l'Assemblée générale tenue il y a deux jours, témoigne clairement de la vive opposition de la communauté internationale aux mesures économiques unilatérales coercitives en général. De plus, tant que la communauté internationale aura à relever des grands défis comme la crise économique et financière mondiale et l'aggravation de la pauvreté et du chômage, de la malnutrition et des obstacles au développement qui en découle, la délégation soudanaise considèrera qu'il est irresponsable d'imposer des sanctions économiques, financières et commerciales à des pays pauvres.

47. Le secteur agricole du Soudan tient une place extrêmement importante dans l'économie du pays, intervenant pour 45 % dans le PIB, employant environ 55 % de la population active et nourrissant la population rurale qui constitue 65 % de la population totale. C'est pourquoi il est impératif que l'économie soudanaise soit intégrée à l'économie mondiale.

48. Depuis 1994, le Soudan est engagé dans des négociations sur sa mise en conformité avec les critères de l'adhésion à l'OMC mais, en dépit de ses efforts inlassables, on l'empêche de parvenir à cet objectif. Dans sa résolution 60/184, l'Assemblée générale s'est déclarée préoccupée que des négociations qui revêtent un intérêt particulier pour les pays en développement n'aient pas progressé, ce qui a conduit au non-respect des échéances fixées par le Conseil général de l'OMC dans sa décision. L'intervenant lance un appel à tous les membres de l'OMC pour qu'ils s'efforcent plus sérieusement de faciliter l'adhésion inconditionnelle des pays en développement et, en particulier, des PMA et des pays sortant d'un conflit. Sa délégation s'élève contre la politisation des procédures d'adhésion à l'OMC.

49. L'objectif recherché en mettant en place un système d'échanges internationaux juste devrait être la responsabilité commune, dans le cadre d'un engagement partagé, de rendre le système commercial international plus sensible aux problèmes du développement; tous les États et, en particulier, les grands États trouveraient leur intérêt dans l'accroissement des possibilités d'échanges avec les

pays en développement. C'est pourquoi la délégation soudanaise demande aux pays développés de présenter des propositions constructives et ambitieuses, conformes aux obligations qu'ils ont contractées dans diverses instances d'aller de l'avant dans tous les domaines des négociations, en particulier dans l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les services liés au commerce, et d'accorder un traitement spécial aux pays en développement.

50. Il ne fait aucun doute que ce serait bénéfique pour un développement réel et durable et une réalisation plus effective des objectifs de développement que les pays développés accordent aux produits des pays en développement des possibilités d'accès aux marchés mondiaux, garantissent la transparence et la justice dans les échanges mondiaux et prennent des mesures concrètes pour faciliter l'adhésion des pays en développement à l'OMC.

51. Dans ce domaine, la délégation soudanaise appuie les efforts entrepris par l'ONU pour atténuer l'incidence des diverses crises sur les pays en développement, en particulier les préjudices causés aux pays qui subissent des mesures économiques unilatérales coercitives, et pour faire appliquer les demandes insistantes de l'Assemblée générale en faveur de l'abolition la plus rapide possible de telles mesures, étant donné que ces mesures font obstacle au développement économique et social et qu'en fin de compte, elles perpétuent la pauvreté.

52. **M. Al-Nasser** (Qatar) dit que la circulation des capitaux devrait s'accompagner de la circulation sans restriction des flux commerciaux et des personnes. L'interruption des négociations du Cycle de Doha a déçu les espoirs des pays en développement de parvenir à un équilibre de l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits non agricoles. Le système commercial international devrait être plus transparent et plus démocratique. Le protectionnisme non équitable en vigueur sur les marchés des pays développés devrait être aboli et les pays en développement devraient bénéficier d'une aide au renforcement des capacités pour pouvoir atteindre les objectifs énoncés dans le programme de travail de Doha. L'intervenant félicite la CNUCED pour sa contribution constructive aux négociations du Cycle de Doha et demande instamment que le processus d'adhésion à l'OMC soit accéléré.



53. **M. Neville** (Australie) dit que son pays est résolu à faire en sorte que les fruits du développement économique soient partagés par tous. La libéralisation des échanges dans le cadre de l'OMC constitue l'une des voies les plus sûres pour atteindre ce but. La réforme du commerce peut aider les pays en développement à parvenir à de meilleurs arrangements dans le commerce mondial, promouvoir le développement durable et éliminer la pauvreté.

54. Tous les participants au Cycle de Doha pour le développement devront montrer plus de souplesse pour qu'une issue positive soit possible. Les occasions offertes par le Cycle de Doha de lutter contre le protectionnisme et stimuler la croissance par le biais du commerce sont trop importantes pour qu'on les perde, compte tenu surtout de l'actuelle crise financière mondiale.

55. Le fait de ne pas conclure le Cycle de Doha porterait gravement préjudice au développement, à la réforme du commerce de produits agricoles et au système commercial multilatéral. Un système commercial mondial fonctionnant de manière satisfaisante est un préalable nécessaire pour sortir des millions de personnes de la pauvreté. L'Australie déplore profondément que les pays en développement ne cessent d'être désavantagés du fait de subventions qui faussent les échanges et de barrières à l'accès aux marchés. De telles mesures réduisent leur capacité de participer pleinement au commerce agricole mondial et contribuent directement à perpétuer leur appauvrissement.

56. L'Australie a défendu énergiquement les intérêts des pays en développement dans le Cycle de Doha et a travaillé en étroite collaboration avec ce groupe de pays dans le cadre du Groupe de Cairns en vue de faire adopter des réformes vitales du commerce et de l'agriculture. En outre, elle n'a jamais cessé de souligner que les pays en développement doivent bénéficier d'un traitement spécial et différencié. En traduisant ce principe en dispositions concrètes compatibles avec le programme d'ensemble des réformes, l'OMC pourra continuer de servir les besoins du développement économique des pays en développement.

57. **M. Ovalles-Santos** (République bolivarienne du Venezuela) dit que des mécanismes doivent être trouvés pour remédier aux asymétries et aux inégalités existantes et pour établir des termes de l'échange qui

soient équitables. Bien que, théoriquement, le Cycle de Doha soit centré sur le développement, les pays développés ne montrent aucune volonté de présenter des mesures concrètes qui mènent réellement au développement. À elle seule, la libéralisation des échanges n'assurera pas le développement pour tous, car des situations particulières exigent d'être examinées avec équité. Une approche plus critique des processus de l'OMC s'impose. Des politiques en faveur d'un traitement spécial et différencié sont nécessaires pour tenir compte des conditions particulières, afin que le commerce international devienne un outil de développement.

58. Tout en manifestant un intérêt de pure forme pour le développement, on impose un système mondial fondé sur la libéralisation des échanges, qui ne tient aucun compte des asymétries entre les pays en développement et les pays développés. Un système fondé sur une égalité de traitement qui passe sous silence des profondes différences structurelles entre les États n'est pas viable.

59. Des changements doivent être apportés au système commercial international pour le rendre équitable. Les pays en développement doivent pouvoir se protéger des importations susceptibles d'avoir une incidence sur les économies locales et de nuire aux politiques de développement. Les avantages évidents et les politiques protectionnistes des pays développés font obstacle au libre échange.

60. Les caractéristiques spécifiques de l'économie du Venezuela doivent être soulignées dans les négociations sur les produits agricoles, parce que c'est un pays importateur net de produits alimentaires, et dans les négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles, parce que son économie est extrêmement instable en raison de sa lourde dépendance vis-à-vis du commerce de pétrole et de gaz. Le Venezuela a participé activement au Cycle de Doha et a demandé à l'OMC de prendre en compte ses conditions particulières et d'envisager de lui accorder le statut de pays faible et vulnérable en ce qui concerne l'accès aux marchés de produits non agricoles.

61. À la CNUCED, les pays en développement ont souligné, d'une part, la nécessité pour les pays de conserver une marge de manœuvre contre l'expansion du commerce, les courants d'investissement, la structure financière internationale déséquilibrée et le développement des entreprises de technologies de

l'information et de communication et, d'autre part, le souci du développement durable. Les pays en développement doivent être entendus afin que les négociations commerciales puissent en finir avec la vision simpliste du libre échange et porter sur des questions sensibles telles que la dimension du développement, qui pourraient ouvrir la voie à un nouvel ordre économique international.

62. Les principes de complémentarité, de coopération et de solidarité contribuent à consolider un commerce transparent et non discriminatoire, qui prendrait en compte les asymétries, les différents degrés de développement et les stratégies spécifiques de chaque pays.

*La séance est levée à 17 h 50.*